



Les priorités stratégiques du Maroc : point de vue de l'IRES

MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES

Intervention au profit des Magistrats de la Cour des Comptes

8 mars 2017

INTRODUCTION : PRESENTATION DE L'IRES

ETAT DES LIEUX

- CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET REDUIRE L'EMPREINTE ECOLOGIQUE
- LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILLER LES EVOLUTIONS SOCIETALES
- COMPETITIVITE : ACCELERER LA TRANSITION VERS L'EMERGENCE ECONOMIQUE ET VALORISER LE CAPITAL IMMATERIEL

PRIORITES SELON L'IRES FACE AUX TRANSFORMATIONS SUR LE PLAN NATIONAL ET AUX MUTATIONS D'UN MONDE, DE PLUS EN PLUS COMPLEXE

- PRIORITES INTERNES
- PRIORITES EXTERNES



Les missions de l'IRES

IRES. THINK THANK :

Etude des questions stratégiques à forte incidences sur le devenir du pays (société, environnement, impacts de la mondialisation...)

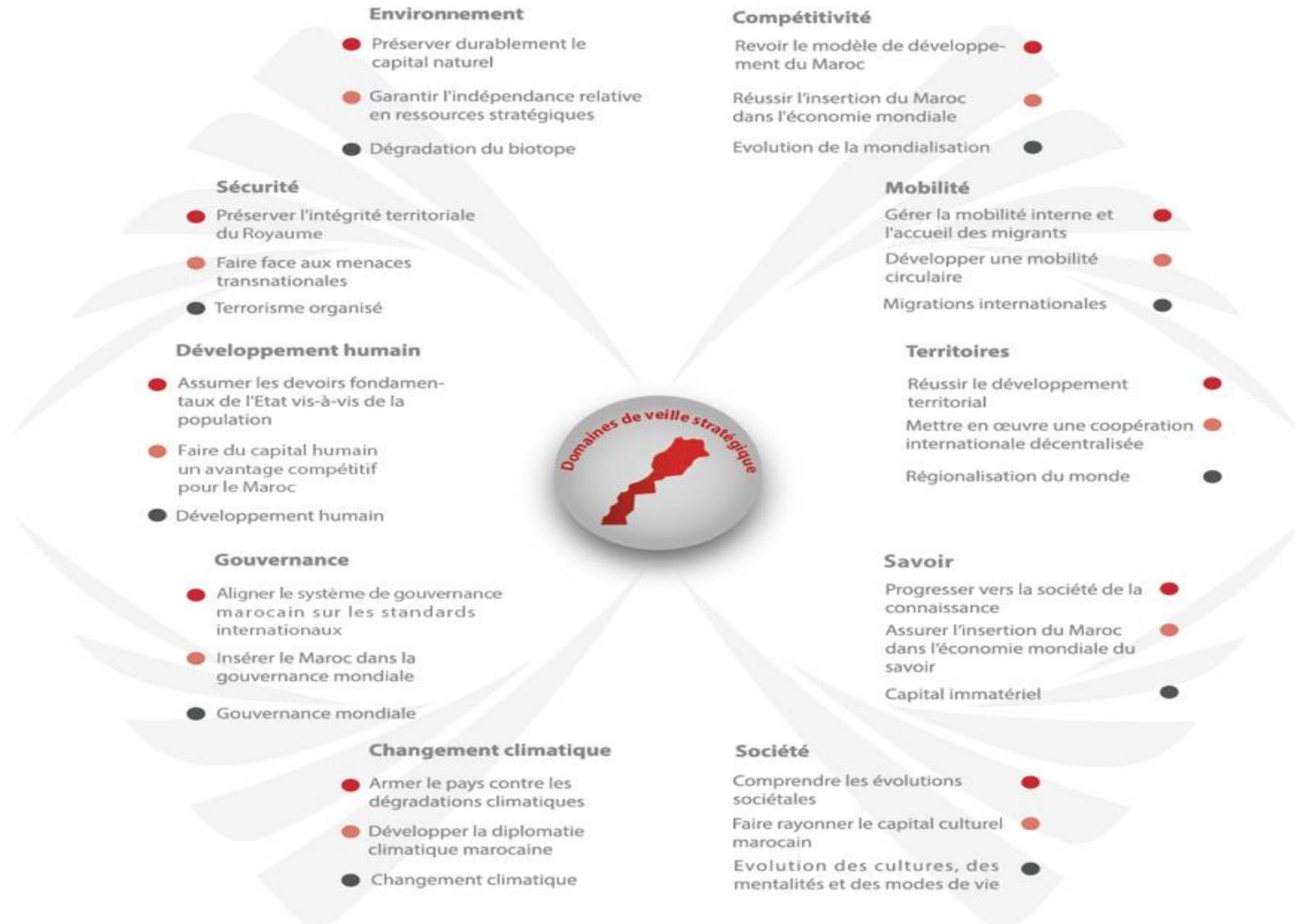
IRES. VEILLE : Suivi et analyse des tendances du contexte national, régional et international

IRES. FORUM, Centre de débats et de réflexion, dissémination de la réflexion stratégique
Diplomatie intellectuelle

- Un dispositif de réflexion stratégique construit autour de deux axes majeurs : les programmes d'études et la veille stratégique. Il s'agit de deux composantes fortement interdépendantes et qui s'autoalimentent de manière instantanée. Ces deux missions sont relayées par une activité IRES.FORUM, destinée à favoriser, grâce à un débat serein, l'éclosion d'idées novatrices et à partager de nouveaux concepts.



La veille stratégique



INTRODUCTION : PRESENTATION DE L'IRES

Les études



LES TROIS NIVEAUX DE REFLEXION

A. LES QUESTIONS NATIONALES

1. LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
2. LE LIEN SOCIAL
3. LA COMPETITIVITE
4. LE CAPITAL IMMATERIEL

B. LA DIMENSION INTERNATIONALE : LE MAROC DANS LE MONDE

5. LES RELATIONS INTERNATIONALE DU MAROC
6. LA DIPLOMATIE
7. LES MAROCAINS DU MONDE

C. LES QUESTIONS GLOBALES

8. LES ENJEUX CRUCIAUX DE L'HUMANITE
9. LES ENJEUX MONDIAUX DE LA BIOSPHERE
10. LA SECURITE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME
11. LA MIGRATION



Le programme d'études « Changement climatique »

Conscient de la nature des enjeux et des menaces qui pèsent sur le Maroc, l'IRES a inauguré, fin 2007, un important chantier de réflexion sur le changement climatique :

- mené selon une approche multidimensionnelle et holistique pour capter la complexité de ce phénomène écologique, politique, économique et social.
- orienté politiques publiques pour proposer des réponses durables et politiquement, économiquement et socialement acceptables.

Le programme d'études de l'IRES sur le changement climatique a été réalisé en deux phases : une première phase, axée sur une approche écosystémique et une seconde phase, orientée "sécurité", au sens large du terme.

A fin décembre 2016, le programme d'études sur le changement climatique a vu la réalisation de 2 rapports stratégiques et de 13 rapports thématiques, en plus du rapport stratégique 2017 qui a été consacré aux enjeux planétaires de la biosphère. Ce programme a mobilisé 40 chercheurs associés et connu l'organisation de trois conférences internationales et de plus d'une vingtaine de rencontres, auxquelles ont pris part des experts nationaux et internationaux.



Le programme d'études « Lien social »

Ce programme a été entamé en 2009 avec pour ambition :

- **d'interroger** les zones majeures de transformation du lien social dans leur relation avec les processus transitionnels de la société marocaine.
- **de dresser** une cartographie des espaces sociaux les plus touchés par l'affaiblissement du lien social.
- **de mieux appréhender** les signes de relâchement constatés et surtout définir de nouveaux modes de régulation et de renforcement du "vivre ensemble".
- **de comprendre** l'évolution des relations entre les individus et entre ceux-ci et les institutions et d'analyser ses impacts sur la cohésion sociale.
- **de proposer** des politiques publiques appropriées.



A fin décembre 2016, 1 rapport stratégique, 2 rapports de l'enquête nationale et 23 études thématiques ont été réalisés dans le cadre du programme d'études "Lien social", ayant nécessité la mobilisation de plus d'une trentaine de chercheurs associés et de 120 doctorants ainsi que l'organisation de 38 rencontres, auxquelles ont pris part des personnalités marocaines, des acteurs publics et privés, des experts universitaires et des représentants de la société civile



Le programme d'études « Compétitivité globale »

Le programme d'études "**Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé**" a pour but d'examiner l'état de la compétitivité du pays et de déterminer les forces et les faiblesses de son positionnement international, tout en tenant compte des transformations structurelles, à moyen et long terme.

En matière de compétitivité, le Maroc dispose d'atouts considérables qui constituent des leviers importants à mobiliser afin d'accélérer le processus de développement global du pays et de lui assurer une meilleure insertion dans l'économie mondiale : position géostratégique privilégiée, stabilité politique, ouverture sur l'extérieur...

Le Royaume jouit d'une vocation réformatrice qui lui confère une longueur d'avance par rapport à son voisinage. Il mène des projets structurants de développement. La communauté marocaine résidant à l'étranger est riche et diversifiée.



A fin décembre 2016, le programme d'études sur la compétitivité globale a mis à contribution 42 chercheurs associés et a connu l'achèvement d'un rapport stratégique de synthèse et de 13 études thématiques dont les conclusions ont été discutées lors d'une trentaine de rencontres organisées par l'IRES.



INTRODUCTION : PRESENTATION DE L'IRES

Compétitivité globale du Maroc : Six axes prioritaires du programme d'études



Le programme d'études "Capital immatériel"

Le concept du capital immatériel constitue l'un des concepts novateurs utilisés pour la mesure de la richesse des nations. Il offre un cadre d'évaluation cohérent des politiques publiques, permettant de comprendre la dynamique de création de la richesse nationale, d'en identifier les ressorts internes et externes et d'optimiser, par ricochet, le processus de conception et de mise en œuvre des réformes et des programmes publics.

Le Maroc figure parmi les premiers pays qui ont fait le choix volontaire et délibéré de conduire une évaluation de leur richesse globale et immatérielle (Discours du Trône de 2014).

Disposant d'une compétence en matière d'analyse et de maîtrise des concepts émergents, l'IRES a procédé à l'évaluation de la richesse globale du Maroc et du capital immatériel :

- Evaluation financière, en partenariat avec le cabinet Goodwill-management, du capital immatériel du Maroc pour la période 1998-2013, selon la méthode de la Banque Mondiale, à laquelle des correctifs ont été introduits afin de tenir compte des spécificités du Royaume et selon la méthode dénommée "Thésaurus-Bercy-Territoires".
- Evaluation qualitative ou extra-financière fine, réalisée par l'IRES.



Le programme d'études « Relations extérieures »

Conformément au Message Royal du 30 août 2013, adressé aux participants à la 1^{ère} conférence des Ambassadeurs de Sa Majesté Le Roi, la dimension "Relations extérieures du Maroc" a occupé une place de choix dans le programme de travail de l'IREs.

Les études menées concernent la puissance attractive du Maroc (soft power), les relations du Maroc avec les pays du voisinage (Espagne, Algérie, Mauritanie) et avec ceux faisant partie des aires d'appartenance du Royaume (Afrique et monde arabe) et avec les pays d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Asie-Pacifique ainsi qu'avec les BRICs.

La diplomatie climatique, la diplomatie culturelle et la diplomatie économique ont fait l'objet d'études à l'IREs.

Une attention privilégiée a été accordée aux relations avec les Marocains du Monde. L'IREs a piloté l'étude sur les Marocains du Monde à l'horizon 2030, menée en collaboration avec le Ministère chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger.



A fin décembre 2016, le programme "Relations extérieures du Maroc" a mis à contribution près de 80 chercheurs associés et vu la finalisation d'un rapport proposant une stratégie de mobilité des Marocains du Monde à l'horizon 2030 et de 18 rapports thématiques dont les conclusions ont fait l'objet d'un débat, à travers l'organisation de 69 rencontres, auxquelles ont pris part des diplomates, des acteurs publics et privés ainsi que des experts universitaires. Le rapport stratégique 2016 de l'IREs a été dédié à la politique étrangère du Royaume du Maroc.



Changement climatique : Le Maroc, un pays fortement concerné

Le changement climatique est, aujourd'hui, une réalité à l'échelle internationale et l'impact anthropique sur l'évolution du climat est avéré. Il est, actuellement, considéré comme l'une des menaces les plus sérieuses pour un développement durable de la planète.

Le changement climatique est devenu une question d'intérêt mondial parce qu'il affecte, à des degrés variables, tous les pays, indépendamment de leur situation géographique.

Au Maroc, plusieurs constats mettent en évidence une tendance au réchauffement, associée à une réduction des précipitations sur la majeure partie du pays. Depuis les années 60 du siècle dernier :

- augmentation des températures moyennes annuelles au Maroc de 0,16°C par décennie, couplée à une diminution significative du nombre de jours froids.
- diminution des pluies de printemps de plus de 40% et accroissement de la durée maximale des périodes sèches de 15 jours.
- intensification des phénomènes extrêmes, tels que les orages, les averses, les sécheresses et les vagues de chaleur et de froid.



ETAT DES LIEUX

Changement climatique : Le Maroc, un pays fortement concerné

- Augmentation de la température : élévation, à l'horizon 2100, de la température de +1°C selon les régions à +6°C par rapport à la période de référence 1960-1990.
- Précipitations en baisse d'environ 20% à 50%, en moyenne, d'ici la fin du siècle, par rapport à la période de référence 1960-1990 (Direction de la Météorologie Nationale).
- Elévation du niveau des mers pouvant entraîner, d'ici 2050, la submersion des côtes basses, une érosion côtière qui pourrait, à l'horizon 2050, emporter près de la moitié de la superficie des plages (72% à l'horizon 2100), la salinisation des estuaires ainsi que des transformations biogéochimiques.
- Hausse des températures dans les zones oasiennes de l'ordre de 1 à 2,2°C, avec une augmentation du nombre de jours de vagues de chaleur estivales (de 15 à 25 jours par an).



Changement climatique : La vulnérabilité du Maroc

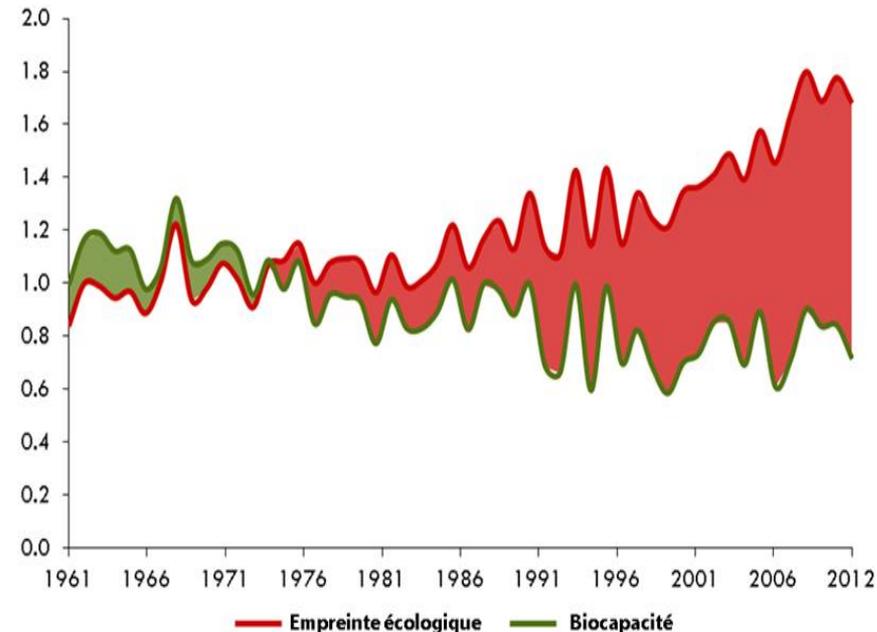
- Une raréfaction des ressources en eau, comme en témoigne la baisse de la ressource hydrique par habitant et par an qui a chuté de 4.074 m³ en 1950 à 670 m³ en 2010 et pourrait descendre en deçà de 500 m³ à l'horizon 2030.
- Une menace sur la sécurité alimentaire, sous l'effet, notamment, du rétrécissement de la base productive de l'agriculture et du renchérissement de la facture alimentaire.
- Des risques importants sur la sécurité sanitaire, avec la résurgence de maladies d'origine hydrique et le développement de maladies émergentes.
- Une fragilisation accrue de l'espace littoral, avec des impacts potentiels sur la sécurité économique.
- Des menaces sérieuses qui pèsent sur la biodiversité, due à la surexploitation des ressources naturelles, à la fragmentation et aux pertes d'habitats ainsi qu'à la pollution.
- Une exposition aux impacts de la migration climatique, avec une accentuation de l'exode rural et une intensification de l'immigration subsaharienne.



Empreinte écologique

Le Maroc dispose d'une gamme très variée de bioclimats, allant d'un climat humide et subhumide à un climat saharien et désertique, en transitant par des climats arides et semi-arides.

L'empreinte écologique et la bio-capacité du Maroc varient d'une année à l'autre, sous l'effet de la variation de la production agricole, laquelle dépend, encore, dans une proportion importante, de la pluviométrie.



Source : Global Footprint Network _ National Footprint Accounts, 2016 edition

L'empreinte écologique par habitant a plus que doublé entre 1961 et 2012. Même si elle reste inférieure à la moyenne mondiale, le creusement continu du déficit écologique, entamé depuis le milieu des années 1970, constitue une source de préoccupation majeure, surtout que le Royaume ambitionne d'accélérer sa dynamique économique et sociale.

Un risque réel de disparition de la biodiversité : A fin décembre 2012, près de 1.200 espèces au Maroc se trouvent dans la liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature dont 9% sont quasi-menacées d'extinction, 7% sont vulnérables et 7% sont en danger ou en danger critique d'extinction contre 70% qui constituent une préoccupation mineure. En outre, les prévisions font état du risque de disparition de près de 22% de la biodiversité nationale, à l'horizon 2050.



Empreinte écologique

- ❖ **Des réserves halieutiques menacées** : Les stocks de poissons connaissent déjà une dégradation qui est le résultat d'une gestion peu efficiente de l'espace côtier, lequel est le théâtre de nombreuses activités. Les rejets polluants portent préjudice à la productivité de la pêche et à la capacité reproductive des espèces, ce qui se traduit par une réduction progressive de la disponibilité des ressources halieutiques et par des impacts négatifs sur les milieux de vie marins.

A cela s'ajoute la question de la surexploitation des ressources halieutiques et de la pêche dans des zones interdites au cours de périodes de repos biologique ou à travers l'utilisation d'engins prohibés.

- ❖ **Accumulation des déchets solides** : Selon la Banque Mondiale, les coûts économiques de la dégradation de l'environnement au Maroc représentent près de 0,5% du PIB. Ces déchets sont, souvent, mis directement en décharge, dans des points noirs ou dans des cours d'eau, sans aucune forme de traitement ou de contrôle.

Malgré les efforts déployés par le Maroc, le recyclage des déchets demeure jusqu'à présent limité, n'excédant pas 10%, au niveau national.

Les déchets médicaux et pharmaceutiques sont estimés à 21.000 tonnes par an. L'émergence de nouvelles maladies et, par ricochet, de nouveaux médicaments pour y remédier pourrait, à terme, amplifier la génération de ce type de déchets.

La question du traitement des déchets se poserait avec plus d'acuité à l'avenir. Déjà en 2020, le volume des déchets pourrait doubler par rapport à 2014.

Le Maroc gagnerait, ainsi, à renforcer les capacités nationales en matière de traitement et de recyclage des déchets et d'ériger cette filière en pôle dans le cadre du développement de l'économie circulaire.



Lien social

Les différents liens sociaux sont d'intensités différenciées. A ce titre, le lien familial éclipse les autres liens sociaux. La famille continue d'être une valeur-refuge pour l'individu. Cependant, les transformations rapides de son système de valeurs ne manquent pas de fragiliser les relations en son sein et, d'une manière générale, le lien social.

L'intensité variée des liens précités n'est pas sans conséquences sur la confiance interpersonnelle qui baisse de manière significative, à mesure que l'on s'éloigne des proches et des amis, mais elle demeure généralement plus faible dans les villes que dans les campagnes.

La confiance institutionnelle est fragile, notamment à l'égard de certaines institutions régaliennes et ancillaires pour deux raisons essentielles : la corruption endémique et l'injustice sociale, deux obstacles majeurs au vivre-ensemble.

La crise de l'intermédiation sociale et politique constitue l'une des manifestations du délitement du lien social. Elle est affectée par la crise des partis, des élites et des corps intermédiaires et se nourrit, en général, des diverses manifestations de défiance.

Sur le plan des identités collectives, le sentiment d'appartenance nationale chez les Marocains reste fort, mais il est précédé par l'attachement à la religion musulmane. Néanmoins, l'Islam sunnite marocain est soumis, aujourd'hui, à des défis, découlant de l'internationalisation de l'offre religieuse et du radicalisme des mouvements religieux fondamentalistes.



Lien social

Les signaux positifs confirmés par l'enquête nationale sur le lien social de 2016 concernent l'entente, la co-responsabilité matrimoniale et la solidarité intergénérationnelle au niveau de la famille, les bonnes relations de voisinage ou de travail et la progression vers des modèles de citoyenneté légaliste.

Ceux révélés par cette enquête sont l'impact positif des réformes dans le sillage de la Constitution de 2011 sur les conditions de vie des Marocains, le sentiment fort de sécurité chez ces derniers et l'activisme politique encore faible dans les réseaux sociaux.

Quant aux signaux négatifs, ils s'illustrent à travers l'hypertrophie du lien familial, la primauté accordée à l'identification aux liens de sang et aux communautés de base, le providentialisme et l'incivisme.

Ces signaux sont, potentiellement, générateurs de crispations entre les citoyens eux-mêmes, entre l'Etat et les régions et entre la société et les institutions, d'où l'importance de procéder à une révision des politiques publiques et à un réajustement de certains champs d'intervention de l'Etat, notamment ceux ayant un impact direct sur le lien social et le rapport civique aux institutions.



Compétitivité globale et capital immatériel : les atouts et les forces

Le Maroc dispose d'atouts considérables qui constituent des leviers importants à mobiliser afin d'accélérer le processus de développement global du pays et de lui assurer une meilleure insertion dans l'économie mondiale : position géostratégique privilégiée, stabilité politique, cohésion sociale résultant d'un fort attachement à la monarchie et à l'Islam, ouverture sur l'extérieur...

Il jouit d'une vocation réformatrice qui lui confère une longueur d'avance par rapport à son voisinage et mène des projets structurants de développement. La communauté marocaine résidant à l'étranger est riche et diversifiée.

L'image du Maroc est globalement positive à l'international. Sa réputation dépasse celle des pays arabes, africains et même celle des BRICs, à l'exception du Brésil.

Le capital immatériel représente plus de 75% de la richesse globale du Maroc, niveau qui se rapproche de la moyenne des pays de l'OCDE (82%) et ce, contre 41% pour la région MENA.



Compétitivité globale et capital immatériel : les fragilités

- Un positionnement mondial du Maroc bien en deçà des aspirations du pays.
- Des performances économiques mitigées.
- Une contribution limitée du capital humain à la compétitivité globale, situation aggravée par la crise de l'école.
- Une faible insertion du Maroc dans l'économie du savoir et de l'innovation en dépit des compétences que recèlent les Marocains du Monde.
- Une compétitivité institutionnelle insuffisante qui impacte, négativement, le rythme de développement du pays (y compris les problèmes de cohérence et de coordination des politiques publiques).
- Un tissu productif de PME, peu compétitives et faiblement intégrées dans les chaînes de valeurs mondiales.
- Un patrimoine culturel de grande valeur, mais qui ne contribue que faiblement à la richesse globale du Royaume et à son rayonnement à l'international.
- Des accords de libre-échange qui profitent plus aux partenaires qu'au Maroc.



face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain, de plus en plus complexe ? (1/5)

En plus de la défense de l'intégrité territoriale, les **priorités internes** sont les suivantes :

Changement climatique

- Positionnement du Maroc sur les créneaux porteurs de l'économie verte et de l'économie bleue (donner la priorité à l'adaptation au changement climatique et réussir la transition énergétique).
- Placement de la question de l'eau et, plus généralement, celle du climat, mais aussi de l'empreinte écologique, au cœur des politiques publiques dans le cadre d'une gouvernance climatique appropriée.
- Elévation de la sécurité alimentaire au rang des priorités stratégiques, renforcement de la sécurité sanitaire et préservation de la sécurité économique.
- Adoption d'une stratégie globale et intégrée pour l'anticipation des risques et la gestion des crises.



Lien social

- Accélération des réformes introduites par la Constitution de 2011 (justice, bilinguisme, société civile, identité plurielle...).
- Poursuite de la maîtrise du champ religieux afin d'immuniser la société marocaine contre les courants religieux extrémistes et consolidation de l'approche multidimensionnelle de lutte contre le terrorisme.
- Restauration de la confiance institutionnelle et interpersonnelle, en luttant contre les symptômes de l'incivisme et en jetant les jalons d'une gouvernance appropriée des services publics.
- Révision des politiques de socialisation en faveur du développement d'un capital social large, fondé sur la diversité et la mixité sociale.
- Lutte contre les inégalités sous leurs différentes formes par une politique de solidarité économique, sociale, spatiale et générationnelle. La régionalisation avancée en serait un levier essentiel.
- Prise en compte de la dimension culturelle et identitaire dans la mise en œuvre de la régionalisation avancée.
- Mise en œuvre d'une politique publique intégrée, spécifiquement dédiée aux jeunes.
- Intégration de la question migratoire dans l'ensemble des politiques publiques.
- Réforme des médias en vue de renforcer le lien social et de porter le message du Maroc dans le monde.



PRIORITES SELON L'IRES

face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain, de plus en plus complexe ? (3/5)

Compétitivité globale

- Révision du modèle de développement pour améliorer sa viabilité économique et sa soutenabilité environnementale, mais, aussi, stabilité sociale du Maroc dans son ensemble.
- Accélération de l'émergence du Maroc en tant que hub économique, financier et dans le domaine des transports et, à moyenne échéance, en tant que hub du savoir et de la technologie, au plan euro-méditerranéen et africain.
- Saisie des effets bénéfiques de la digitalisation sur l'économie et la société marocaine, tout en luttant contre la fracture numérique et les nuisances du digital.

Capital immatériel

- Développement du capital immatériel et de ses composantes tant humaine, sociale qu'institutionnelle.
- Renforcement du capital humain et priorité à l'innovation en vue d'en faire le socle de la compétitivité globale du Royaume et de ses régions.
- Réforme de la gouvernance des secteurs, directement liés au capital immatériel.
- Elaboration d'une stratégie de marque Maroc.



PRIORITES SELON L'IRE

face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain, de plus en plus complexe ? (4/5)

Pour ce qui est des **priorités externes**, il faut mentionner :

- l'accession du Maroc au rang de pays émergent, à part entière et la mise en œuvre d'une stratégie de partenariat globale, adaptée aux nouvelles réalités géopolitiques.
- l'établissement d'une nouvelle stratégie d'alliances (coopération sud-sud, alliances triangulaires, en matière de coopération pour le développement, coopération avec les pays émergents...).
- l'accentuation du rôle de Soft Power du Maroc pour améliorer son positionnement, en tant que partenaire crédible de la communauté internationale.
- le renforcement du rôle du Maroc en tant qu'acteur important pour la stabilité, au niveau régional (africain et arabe) et international (opération de maintien de la paix : ONU, OTAN).



PRIORITES SELON L'IREs

face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain, de plus en plus complexe ? (5/5)

- la mobilisation à tous les niveaux du potentiel de l'intégration régionale du Maroc dans les aires d'appartenance (Maghreb, Afrique, monde arabe, espace euro-méditerranéen) :
 - ✓ Construction du Maghreb autour de nouveaux paradigmes et extension de la coopération à l'ensemble de l'Afrique.
 - ✓ Approfondissement de l'intégration du Maroc à son espace euro-méditerranéen, élargissement du partenariat avec les pays du Golfe à des secteurs d'avenir et raffermissement des relations avec les pays émergents.
- la réforme des instruments de la politique étrangère :
 - ✓ Opérationnalisation du Conseil Supérieur de Sécurité, y compris le renforcement des stratégies et des outils de lutte contre la criminalité internationale et le terrorisme.
 - ✓ Amélioration du cadre institutionnel de la politique étrangère, incluant, la mise en œuvre d'une diplomatie économique audacieuse, d'une diplomatie culturelle renouvelée et d'une diplomatie climatique influente.
 - ✓ Edification des bases d'une diplomatie publique judicieuse.



MERCI DE VOTRE ATTENTION

www.ires.ma